

Brochure n° 3015

Convention collective nationale

IDCC : 1561. – CORDONNERIE

AVENANT DU 19 MARS 2010

À L'ACCORD DU 8 DÉCEMBRE 2009

RELATIF À L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

NOR : ASET1050969M

IDCC : 1561

Entre :

Le syndicat des réparateurs industriels de la chaussure ;

La fédération française de la cordonnerie et multiservice,

D'une part, et

La fédération nationale agroalimentaire CFE-CGC ;

La fédération chimie, mines, textile, énergie CFTC ;

La fédération des services CFDT ;

La fédération nationale du textile, habillement et cuir CGT ;

La fédération générale des cuirs, textile, habillement FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Modification de l'article 5 « Reprise d'activité »

Suite à une erreur de transcription entre congé de paternité et congé d'adoption, l'article 5 est supprimé et remplacé par le présent article.

« Afin de faciliter le retour au travail, les entreprises s'engagent, préala-

blement à la reprise ou après la reprise effective d'activité à organiser un entretien avec les salariés de retour d'un congé de maternité, d'adoption ou d'un congé parental d'éducation. Cet entretien aura pour objet de fixer la date prévisible de retour, le cas échéant, les conditions de reprise d'activité et si nécessaire les besoins en formation, en particulier en cas de modifications techniques des équipements et matériels de travail ou de changement d'organisation de travail. »

Article 2

Conditions d'application de l'avenant

Le présent avenant est applicable directement dans l'ensemble des entreprises de la branche.

Article 3

Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur pour l'ensemble de la profession le lendemain de la parution de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 4

Dépôt de l'accord

Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités de dépôt conformément aux dispositions des articles R. 2231-2 et suivants du code du travail.

Article 5

Extension de l'accord

Les parties signataires demandent au ministre de l'emploi d'étendre le présent accord.

Fait à Paris, le 19 mars 2010.

(Suivent les signatures.)